

DROIT ADMINISTRATIF

N° 1 - JANVIER 2009

48^e ANNÉE - ISSN 0419-7461

Notamment ce mois-ci :

> COMMENTAIRES

6 Contrats

La soumission des conventions d'occupation du domaine public à des obligations de publicité et de mise en concurrence (*TA Nîmes, 24 janv. 2008*)

par Laurent BATTOUE, docteur en droit public (p. 24)

8 Enseignement

La question du voile devant la CEDH (*CEDH, 4 déc. 2008*)

par Philippe RAIMBAULT, professeur de droit public, université de Limoges (p. 27)

12 Procédure

Appel incident et conclusions aux fins d'injonction (*CE, 21 nov. 2008*)

par Anne COURRÈGES, commissaire du gouvernement (p. 34)

15 Sport

Les sanctions infligées aux clubs devant le juge du référé-suspension (*CE, 10 oct. 2008*)

par Alix PERRIN, maître de conférences à l'université Panthéon-Assas Paris II (p. 38)

SOUS LA DIRECTION DE :

Jean-Bernard AUBY

COMITÉ DE RÉDACTION :

Michel BAZEX, Paul LIGNIÈRES, Fabrice MELLERAY,
Rozen NOGUELLOU

Repère 1

Alertes 1 à 7

Études 1 à 2

Commentaires 1 à 18

Fiche pratique 1

Droit communautaire

1 La coopération territoriale au sein de l'espace européen

Étude par François-Xavier FORT, maître de conférences, C.R.E.A.M., université Montpellier I (p. 7)

La loi n° 2008-352 du 16 avril 2008 visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale introduit dans le droit français le groupement européen de coopération territoriale institué par le Règlement communautaire du 5 juillet 2006. Cette loi modifie en profondeur le droit applicable à la coopération décentralisée puisque pour la constitution d'un GECT, une collectivité territoriale pourra contracter avec un État étranger membre de l'Union européenne ou du conseil de l'Europe mettant ainsi fin à l'interdit contractuel.

Droit communautaire

2 Telaustria : quel périmètre ?

Étude par Cyrille BARDON et Yann SIMONNET, avocats au barreau de Paris (p. 14)

Droit administratif

1 Les outils d'intervention de l'État face à la crise financière

Fiche pratique par Paul LIGNIÈRES et Ruxandra LAZAR, avocats à la Cour (p. 43)

Droit administratif

1 Du droit constitutionnel concrétisé ?

Repère par Jean-Bernard AUBY (p. 1)

Sommaire

P. 1 Repère Du droit constitutionnel concrétisé ? n° 1	P. 30 Environnement ● Installations classées Autorisation d'exploiter un site abritant des restes humains n° 9
P. 3 Alertes n° 1 à 7	P. 31 Hiérarchie des normes ● Normes constitutionnelles et internationales La réforme réglementaire de l'isolement des détenus à l'épreuve des exigences constitutionnelles et conventionnelles n° 10
P. 7 Études La coopération territoriale au sein de l'espace européen n° 1 Telaustria : quel périmètre ? n° 2	P. 33 Procédure ● Compétence administrative ou judiciaire Le juge administratif est compétent pour contrôler la légalité des fouilles corporelles intégrales des détenus n° 11 ● Appel Appel incident et conclusions aux fins d'injonction n° 12
Commentaires	P. 36 Responsabilité ● Imputation Responsabilités respectives de la personne publique gestionnaire et de celle qui finance ou contrôle n° 13 ● Responsabilité Responsabilité de l'État du fait de ses services mis à la disposition des communes n° 14
P. 19 Acte administratif ● Loi et règlement La répartition des compétences entre législateur et pouvoir réglementaire en matière d'aide et d'action sociale n° 1	P. 38 Sport ● Compétitions sportives Les sanctions infligées aux clubs devant le juge du référé-suspension n° 15
P. 19 Collectivités territoriales ● Transferts de compétences Transfert forcé des aérodromes : le contrôle du juge n° 2 ● Département Limites des aides du département aux communes n° 3	P. 41 Urbanisme ● Permis de construire Une commune ne peut pas se plaindre du préjudice que lui cause la destruction d'un immeuble qu'elle a autorisé illégalement n° 16 ● Urbanisme Affichage du permis et notification des recours n° 17 ● Prémption La prémption est possible même si aucun aménagement n'est projeté n° 18
P. 21 Concurrence ● Application du droit de la concurrence aux activités publiques Les conditions d'application de la théorie de l'abus de position dominante automatique n° 4	P. 43 Fiche pratique Les outils d'intervention de l'État face à la crise financière n° 1
P. 23 Contrats ● Délégations de service public À propos de la rémunération « substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service » n° 5 ● Conventions domaniales La soumission des conventions d'occupation du domaine public à des obligations de publicité et de mise en concurrence n° 6	
P. 26 Élections ● Élections locales Bulletin blanc et signe de reconnaissance n° 7	
P. 27 Enseignement ● Laïcité La question du voile devant la CEDH n° 8	

Index

Acte administratif Domaines de la loi et du règlement comm. 1	Sociétés publiques locales d'aménagement alerte 4	Constitution comm. 10
Administration d'État Administration déconcentrée alerte 2	Droit administratif Droit constitutionnel repère 1 Intervention de l'État prat. 1 relance alerte 1	Procédure Appel comm. 12
Collectivités territoriales Aides aux communes comm. 3 Transferts de compétences comm. 2	Droit communautaire Coopération transfrontalière étude 1 Marchés publics étude 2	Responsabilité Imputation comm. 13, 14
Commission européenne Livre vert sur la cohésion territoriale alerte 3	Élections Élections locales comm. 7	Révision générale des politiques publiques Commission pour la libération de la croissance française alerte 5 État d'avancement alerte 6
Compétence administrative ou judiciaire Services pénitentiaires comm. 11	Enseignement Laïcité comm. 8	Sport Compétitions sportives comm. 15
Concurrence Application du droit de la concurrence aux activités publiques comm. 4	Environnement Installations classées comm. 9	Transports Réforme du système ferroviaire français alerte 7
Contrats Contrats domaniaux comm. 6 Délégations de service public comm. 5	Hiérarchie des normes Compétence législative comm. 10	Urbanisme Permis de construire comm. 16, 17 Prémption comm. 18